La mort d'une idéologie

Autor(en): **Schaller, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **48 (1990)**

Heft 2

PDF erstellt am: **29.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-139959

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La mort d'une idéologie

François Schaller
Professeur hon.,
Lausanne,

Le 11 mars 1985, lorsque Mikhaïl Gorbatchev fut nommé à cinquante-quatre ans Secrétaire général du P.C.U.S (Parti communiste de l'Union Soviétique), personne ne soupçonnait la tournure que prendraient les événements quatre ans plus tard. Le début de l'agitation nationaliste et la réhabilitation des principales victimes des procès staliniens de 1936/37, notamment N. Boukharine, Zinoviev, Kamenev, firent penser dès 1988 que les choses changeaient. On ne se rendit à l'évidence que l'année suivante : nous assistions à un effondrement idéologique sur le tiers de la planète. Tous les gouvernements occidentaux et l'opinion publique furent pris au dépourvu. Nous savions les civilisations mortelles, mais nous ne nous doutions pas qu'elles pouvaient, sans intervention militaire étrangère, connaître la désintégration totale de leur système de pensée en l'espace de quelques mois. Les conséquences d'un tel bouleversement sont encore imprévisibles, pour l'Occident aussi bien que pour l'Est.

LA SITUATION PRESENTE

En cette fin d'hiver 1990, rien n'est assuré. Tout demeure du domaine du possible à la seule exception, d'importance capitale, d'un retour pur et simple à l'orthodoxie marxiste-léniniste. Les idoles sont brisées. La foi s'est évanouie. Quel sera le régime économique et politique qui s'instaurera finalement dans la plupart des Etats qui forment aujourd'hui le Bloc de l'Est, nul ne peut le prévoir avec un minimum de précision, y compris dans ces pays. Le cas de l'Allemagne de l'Est qui rejoindra la R.F.A. est spécial, et le cheminement qui sera suivi est prévisible. Ailleurs, la seule certitude d'ores et déjà acquise est bien, répétons-le, que les dogmes du marxisme n'inspireront plus nulle part la doctrine officielle. Sur le plan politique, la démocratie l'emportera-t-elle à terme ? C'est possible, mais tout est ouvert. Le fait que M. Gorbatchev, devenu pour cinq ans Président de l'U.R.S.S., ait concentré sur sa personne plus de pouvoirs que n'en eurent jamais ses prédécesseurs dans le cadre d'une direction plus ou moins collégiale n'hypothèque pas fatalement l'avenir. Pour imposer une révolution des esprits, ne pas basculer dans l'anarchie, éviter ou limiter autant que faire se peut l'éclatement de l'Empire, il faut de toute façon un pouvoir fort. Bismarck le savait, lui qui avait pour précepte: «Réprimez d'abord, réformez ensuite».

Quant aux structures économiques qui finiront par être adoptées, aucune précision n'est encore fournie en U.R.S.S. où la réforme économique n'est pas vraiment amorcée à ce jour. Pour l'essentiel, l'ancien appareil est toujours en place. L'accent a été mis sur l'ouverture politique (glasnost) alors que la nouvelle économie (perestroïka) demeure à l'état de projet. Débouchera-t-on après bien des turbulences sur un libéralisme de type occidental ?

La question est prématurée, même si à l'Est aujourd'hui on ne se montre pas avare de miracles.

Pour l'instant, la magie des mots semble l'emporter sur la prise en compte des réalités. La vieille utopie autogestionnaire refait surface ici ou là, au mépris de toute raison et de l'expérience yougoslave. Sans trop se soucier de la contradiction dans les termes, certains songent à un communisme à visage humain, désormais au service du peuple et non plus du Parti. D'autres préconisent une économie socialiste à même de combiner les avantages du libéralisme et les acquis dits «sociaux» du collectivisme, en particulier une sécurité de l'emploi payée fort cher par un niveau de vie très bas. Ici, on parle d'une économie libre, mais affranchie de la poursuite du profit, c'est-à-dire une voiture de course sans son moteur. Là on veut une économie socialiste mixte, ou encore une économie sociale de marché qui serait plus sociale qu'économique. Un tel flou dans la pensée témoigne à l'évidence d'une méconnaissance générale de ce qu'est une économie de marché et de ses conditions de fonctionnement. Semblable ignorance est facilement explicable après trois quarts de siècle d'une désinformation scientifiquement dispensée à l'aide de moyens considérables. On ne saurait exiger de personne qu'il se rallie spontanément et d'enthousiasme à un régime hier encore présenté comme le mal absolu, l'instrument d'exploitation systématique d'un prolétaire considéré comme seul être humain digne d'intérêt.

Un système politique démocratique est incompatible avec une économie dirigée et autoritairement planifiée. Chacun semble admettre chez nous que l'inverse est non moins vrai et qu'une économie de marché ne peut s'accommoder d'une dictature politique. Peut-être conviendrait-il de nuancer ce jugement. En somme, l'économie de marché fonctionna de façon très satisfaisante sous le IIIe Reich, de 1933 jusqu'au début de la guerre, en dépit d'une dictature terrifiante. Ses performances exceptionnelles surprirent beaucoup les économistes français qui n'avaient pas hésité à prédire la pire des catastrophes économiques au premier choc que subirait l'Allemagne, telle une entrée en guerre. Les résultats obtenus dans la résorption du chômage et dans l'élévation du niveau de vie de la population furent pour beaucoup, malheureusement, dans la puissance militaire de ce pays et dans l'absence de réactions politiques de l'ensemble de la population avant la défaite militaire. Dans le cas de l'Est, on ne saurait donc subordonner les réformes économiques à la mise en place préalable d'une démocratie comparable à celle de nos pays. En revanche, si l'adoption d'une économie de marché est dénaturée, c'est-à-dire si son fonctitonnement est entravé par de trop lourdes hypothèques réputées «sociales», héritées du collectivisme, alors le régime politique ne pourra lui non plus se montrer libéral. Dans cette hypothèse, l'économie de ces pays ne parviendrait pas à devenir concurrentielle à l'échelon international. Le Bloc de l'Est continuerait pour l'essentiel de se replier sur lui-même. Bien que probablement amélioré, le niveau de vie demeurerait fatalement inférieur au nôtre jusqu'au jour où le système le plus compétitif l'emporterait définitivement sur l'autre. C'est dire qu'il faudrait alors s'attendre à une longue période d'instabilité.

A l'heure actuelle, les anciens disciples de Marx savent pertinemment ce qu'ils ne veulent plus. Ils sont moins au clair sur ce qui devra nécessairement combler un jour le vide idéologique provoqué par les initiatives historiques de M. Gorbatchev. Un immeuble devenu inhabitable peut être détruit très rapidement, mais il faut beaucoup plus de temps et d'efforts pour édifier une nouvelle construction, surtout lorsque des plans précis font défaut au départ. Prévoir dès à présent les multiples pépipéties, les retours de manivelle, les

turbulences qui marqueront peut-être les années qui viennent est impossible, aussi bien que vouloir estimer la durée qui sépare l'état d'incertitude dans lequel les Pays de l'Est sont plongés d'une nouvelle ère de stabilité au moins relative. En revanche, il est moins téméraire de se risquer à une première explication du cataclysme qui s'est produit. Pourquoi le système marxiste est-il répudié avec un aussi bel ensemble par ses adeptes, à l'instigation de celui qui fut désigné aux plus hautes fonctions de l'Etat avec la mission principale de veiller au maintien de l'orthodoxie ? La réponse généralement donnée dans les pays occidentaux est simple : malgré tous les efforts tentés depuis si longtemps pour y remédier, les piètres performances économiques du collectivisme paraissent inhérentes au système. Il faut donc se résoudre à changer celui-ci, aussi déchirant que soit un tel reniement, sinon l'Etat soviétique et ses satellites seront vite relégués au rang de nations du Tiers Monde. Du coup, l'U.R.S.S. serait alors privée du rôle de Grande puissance qu'elle entend continuer de jouer dans la gestion des affaires de la planète, prétention justifiée par sa dimension, sa population et sa situation stratégique.

Semblable explication est certainement exacte, mais elle est trop partielle. Après tout, il y a septante ans qu'en Union soviétique la production de biens et de services laisse beaucoup à désirer, en comparaison internationale. Seuls, les résultats obtenus dans les domaines militaire et spatial sont remarquables, car sur eux se sont concentrés l'essentiel des moyens humains et financiers du pays. Partout ailleurs, la production est largement insuffisante, en quantité comme en qualité. L'écart entre les niveaux de vie à l'Est et à l'Ouest n'a cessé de se creuser presque chaque année. Alors pourquoi cette prise de conscience ne s'est-elle pas produite avant la seconde moitié des années 80 ? On ne saurait, nous semble-t-il, réduire les événements de l'Est aux dimensions du simple passage d'une structure économique inefficace à un autre système jugé préférable. Il s'agit d'un phénomène beaucoup plus profond.

Le marxisme est d'abord une religion, désacralisée certes, mais qui ne requiert pas moins de ses adeptes un acte de foi et une adhésion sans réserves à un certain nombre de dogmes jamais remis en cause. S'interroger sur ces «vérités» inlassablement proclamées ne pouvait être aux yeux des caciques que le fait de déviationnistes et de vipères lubriques aussitôt excommuniés et chassés du Parti. Ce sort fut partagé par beaucoup, chez les marxistes de l'Occident aussi bien qu'à l'Est. Chacun de ces dogmes à prétention scientifique, ressassé à l'aide d'une véritable langue morte liturgique, devait se vérifier non dans l'au-delà, ni à la fin des temps, mais ici-bas et dans un avenir relativement proche. A l'exception notable de Khrouchtchev, nul à notre connaissance ne s'est cependant risqué à fixer une date précise à l'avènement de l'ère nouvelle, celle des lendemains qui chantent. Marx lui-même s'en était prudemment gardé. Après lui, la foi explique la patience dans l'attente autant que la soumission totale aux docteurs formant «la Pointe du Parti», seuls détenteurs de la «science» dans toute sa plénitude. La certitude de progresser dans le sens de l'Histoire libéra les marxistes du doute, alors que la confiance aveugle dans les dogmes fit obstacle à la perception d'une réalité ignorée de la doctrine.

Ingrate, l'Histoire tardait cependant à confirmer les prophéties, mais Paris ne s'est pas fait en un jour. Les lenteurs furent expliquées d'abord par la Révolution d'Octobre à laquelle il fallait bien laisser le temps de s'accomplir, ensuite par l'hostilité du monde capitaliste, puis par les pertes humaines et les ravages de la guerre déclenchée par l'Allemagne, à laquelle succéda l'effort de reconstruction, enfin par le retour à une longue guerre

froide. Il est probable que l'attente aurait pu se prolonger encore si au moins l'Histoire avait esquissé ne fût-ce que la plus modeste confirmation de la doctrine par l'évolution économique et sociale, que ce soit dans les pays capitalistes ou à l'Est. Aucun rapprochement semblable ne se dessina pourtant. Ce fut le contraire qui se produisit, surtout depuis le milieu des années 60. Il devenait alors de jour en jour plus difficile d'imaginer la moindre convergence entre une réalité aveuglante et les dogmes imperturbablement évoqués. L'échéance de 1970, délai ultime fixé par Khrouchtchev pour le rattrapage de la production américaine par l'économie soviétique, puis celle de 1980 où l'abondance absolue devait assurer l'avenir radieux, furent dépassées. Loin de se conformer aux prophéties, les appareils économiques des deux empires différaient de plus en plus l'un de l'autre, mais à l'avantage des Etats-Unis. Les nations du Tiers Monde éprouvèrent elles-mêmes, par les dons consentis en leur faveur, l'écrasante supériorité de la production du Bloc occidental. Pour l'U.R.S.S., une telle situation n'était plus tolérable, car aucun espoir ne subsistait de voir un jour les promesses se réaliser. Il fallut donc se résoudre à abandonner les dogmes. M. Gorbatchev en prit la courageuse initiative.

LE PHENOMENE RELIGIEUX

La démonstration de puissance militaire que fut la victoire de l'U.R.S.S. sur l'Allemagne en 1945 valut au marxisme d'être dans nos pays l'objet d'un vif regain d'intérêt. Plusieurs théologiens français, marxologues, publièrent notamment des travaux remarquables sur la philosophie et le système marxistes. D'accord avec beaucoup d'autres analystes, ils furent unanimes à souligner le caractère religieux de cette doctrine et parvinrent à le démontrer de façon évidente. De prime abord, cela peut surprendre. La religion est l'opium du peuple, selon Marx qui n'a d'autre part jamais consacré aucun livre, ni réservé une publication spéciale au problème religieux. Ce qui l'intéresse chez Feuerbach est le phénomène d'aliénation en soi plus que le fait religieux. Aussi se contente-t-il de boutades, d'allusions rapides ou de rapprochements entre les aspects religieux, économiques et sociaux. Il semble que pour lui le problème de la religion ne se pose pas vraiment, car il lui paraît dépourvu de spécificité. Il n'existe donc pas. Rien de plus normal car, toujours selon lui, c'est l'homme qui a forgé l'image de Dieu sans être sa créature. Pourtant, l'athéisme n'est pas un accessoire dans sa doctrine, car sa critique de la foi, sans être explicite, est cependant présente dans chacune de ses oeuvres. Il ne peut en effet développer sa propre religion sans nier par là toute qualité et toute vérité aux autres confessions. «La critique de la religion est condition première de toute critique», écrira-t-il. Le paradoxe est alors qu'au non absolu qu'il oppose aux croyances traditionnelles, il s'acharne lui-même à poser l'ensemble de ses propres valeurs dans l'absolu, ce qui fait de son système plus qu'une métaphysique: une religion. On a dit du marxisme qu'il exprimait des vérités chrétiennes devenues folles. Les emprunts au christianisme, bien qu'évidemment déformés, sont aussi nombreux qu'évidents. Jean-Yves Calvez a pu écrire en 1956 : «Tous les dogmes importants de l'Eglise, Trinité, création, péché originel, incarnation du Fils de Dieu et rédemption de l'homme, Eglise ou Corps mystique du Christ comme société parfaite, consommation de l'histoire à travers l'histoire, tous ces dogmes chrétiens apparaissent transposés dans le marxisme sur un registre d'humaniste athée». La réalité du système postule nécessairement l'irréalité du contenu de l'enseignement chrétien.

Chez Marx, l'homme est une réalité indivisible dont toutes les facettes sont solidaires. Les aspects moraux ne peuvent être séparés des exigences matérielles. En 1954, pour avoir osé décrire dans des chapitres séparés la philosophie, la morale, la sociologie, l'économie et la politique marxistes, le professeur Henri Lefebvre, de Paris, s'est attiré les foudres du Parti dont il fut exclu pour «activité fractionnelle» quatre ans plus tard. Par sa critique de l'économie politique dite «bourgeoise», Marx n'entend pas remplacer le système par un nouveau corps de théories qui constituerait une science renouvelée. Il ne reconnaît aucune autonomie à une prétendue science économique qui aurait sa méthode et ses lois propres, dégagées par l'induction ou la déduction. Parler d'économie marxiste serait donc un non-sens, car à ses yeux séparer ce qui est matériel de toutes les autres manifestations de l'être humain est une hérésie. Ainsi s'explique son opposition virulente et celle de ses disciples à l'endroit du socialisme réformiste jugé trahison, en opposition à la foi révolutionnaire qui, elle, est vérité. De fait, le socialisme occidental n'est pas une religion. Marx lui reproche de tenter la conciliation des inconciliables, de n'aspirer qu'à intégrer le capitalisme dans le respect de la légalité bourgeoise. Il l'accuse de s'accommoder de la religion, alors qu'un Etat qui la tolère abdique, renonce à conduire la société vers un avenir radieux sur cette terre et ne peut que prolonger l'existence de classes en lutte. «Il importe que l'intérêt particulier de l'homme se confonde avec l'intérêt humain», écrira-t-il dans ses Oeuvres philosophiques. Redoutable affirmation qui justifie d'avance la volonté de tout gouvernement marxiste de plier l'homme à la toute-puissance d'un Pouvoir seul juge de son bien, et qui destine au Goulag ou à l'asile psychiatrique quiconque a des velléités de se réserver un minimum d'autonomie.

Sur un point cependant, somme toute d'importance secondaire, l'opinion des marxologues diffère. L'aliénation religieuse que Marx emprunte à Feuerbach est-elle la base, le fondement de toutes les autres, ou découle-t-elle au contraire de l'aliénation économique ? Il est certain qu'à ses yeux la suppression de la religion ne suffit pas à éliminer les autres formes d'aliénation. Peut-être est-ce la raison pour laquelle il ne procédera à la critique de la religion que très indirectement, dans le cadre de ses développements sur l'aliénation politique ou économique. Quant à cette dernière, elle se manifeste non seulement dans la subordination de l'homme au capital privé, mais non moins dans l'échange. La suppression du droit privé de vendre est aussi nécessaire à l'accomplissement du projet marxiste que celle du droit privé d'entreprendre. Staline en était très conscient lorsqu'il inaugura l'ère des Plans quinquennaux. Il savait qu'il supprimait définitivement à la fois la production selon les lois du capitalisme, et l'échange entre vendeurs et acheteurs soumis aux mécanismes du marché.

A l'Est aujourd'hui, c'est avant tout une religion qui s'effondre, entraînant dans sa chute les structures politiques, économiques et sociales qu'elle imposa durant trois quarts de siècle. On ne saurait attribuer au hasard le rôle important joué par les différentes confessions traditionnelles dès les premiers signes du séisme, et cela de l'Allemagne de l'Est jusqu'à l'Azerbaïdjan, en passant par la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine. L'ampleur du phénomène est sans précédent. Les transformations économiques n'en constituent que l'un des aspects, le plus spectaculaire aux yeux d'un monde extérieur préoccupé surtout de problèmes matériels.

LES GRANDS DOGMES ECONOMIQUES

Tout système, quel qu'il soit, est contraint de reposer sur un certain nombre de postulats. Rien, même pas une théorie, ne peut être construit sur le néant. L'économie de marché est conçue en fonction d'un homme considéré à la fois comme égoïste et rationnel. Etre égoïste ne signifie pas souhaiter du mal à son prochain, mais se souvenir que toute charité bien ordonnée commence par soi-même et qu'il est bon de chercher à résoudre ses problèmes avant d'implorer le secours du Ciel. Un étudiant espère le succès de tous ses camarades aux examens, mais il se montre malgré tout plus préoccupé de son propre résultat que de celui des autres. Sans être critiquable pour autant, il est donc égoïste et sait d'ailleurs que chacun réagit comme lui. L'égoïsme est propre à la nature humaine, car se préférer si peu que ce soit aux autres n'est qu'une manifestation de l'instinct de conservation. Ce penchant n'est pas moins considéré comme un vice en raison des excès auxquels il donne lieu parfois. Aussi la liberté économique fut-elle durant des siècles jugée incompatible avec le bon ordre de la Cité. Le mérite d'Adam Smith est d'avoir inventé le moyen de transformer ce vice individuel en une vertu sociale. En effet, grâce à la concurrence, il n'est plus possible de laisser libre cours à son égoïsme sans se soucier de l'intérêt des consommateurs. L'enrichissement est fonction du soin apporté à satisfaire les clients.

L'individu est de plus rationnel; il cherche en toutes circonstances à maximiser le résultat de son effort, à obtenir le plus possible avec le minimum de coûts. Il est seul juge de ce qu'il estime désirable. La rationalité se situe au niveau de l'usage fait des moyens disponibles et non à celui du besoin éprouvé, fût-ce à l'égard de gadgets. S'il s'avérait un jour que l'être humain n'est plus égoïste ou n'est plus rationnel, l'économie de marché s'effondrerait avec autant de fracas que l'économie collectiviste aujourd'hui. Bien entendu, quelques exceptions sont possibles et l'on sait par exemple qu'il existe des individus manquant à ce point de rationalité qu'ils ne parviennent pas à s'intégrer à notre société. L'Etat prend alors soin de ces malades. D'autre part, il est évident qu'il existe une multitude de degrés dans l'égoïsme et la rationalité, ce qui ne contredit pas l'hypothèse de base fondée sur une tendance générale. La doctrine économique appliquée en nos pays n'a rien d'une religion, car elle ne retient dans ses postulats que l'homme tel que visiblement il est, sans avoir la prétention de le transformer ou d'influencer son comportement profond. Elle n'a besoin de supposer vérifiés que deux caractères de l'individu, sans s'immiscer dans la multitude des autres aspects qui font toute la richesse et la diversité de l'être humain.

Le marxisme, lui, se fonde entièrement sur l'homme tel qu'il serait souhaitable qu'il soit, et non tel qu'il est. Les lendemains qui chantent sont réservés à des êtres foncièrement altruistes qui ne songeront pas davantage à eux qu'aux autres; des êtres pour qui le travail sera devenu une joie au lieu d'une contrainte, un plaisir ardemment recherché et non une servitude. De surcroît, ces hommes nouveaux n'auront plus aucune raison d'adopter un comportement rationnel, l'effort ayant cessé d'être pénible et l'abondance de tous les biens et services étant devenue réalité. L'homme naît bon, aurait pu dire Marx, et c'est la bourgeoisie qui le corrompt. Il faut donc détruire la classe bourgeoise, jeter à terre toutes les structures existantes par l'accomplissement d'une révolution inéluctablement violente. Au terme de cette apocalypse, l'homme désaliéné, modèle insurpassable de perfection, sera seul maître de la planète. Afin d'y parvenir, «il faut changer d'abord le monde pour changer les hommes et leur conscience» dira le marxiste français Roger Garaudy. La tâche du Parti est

précisément de conduire l'humanité vers le salut, d'éduquer chaque être de manière à ce qu'il ne veuille plus que ce que le Parti juge qu'il doit vouloir. L'individu se noie dans l'ensemble auquel il s'incorpore et disparaît au sein de la Société communiste. Au prix des pires déformations, le phénomène religieux apparaît ainsi, bien mis en évidence par cette volonté d'agir directement sur les consciences individuelles, de façonner celles-ci sur un modèle unique et de conduire l'humanité vers un avenir radieux où tous les besoins éprouvés par chacun seront spontanément satisfaits.

a) L'ère de l'abondance

Marx ne fut pas le premier à imaginer l'abondance. Des utopies anciennes — celles de Thomas More, de Campanella, de Gracchus Babeuf — à l'Ecole des théoriciens de l'abondance emmenés avant la dernière guerre par Jacques Duboin, il s'est trouvé en chaque siècle des esprits qui considéraient que l'abondance absolue était réalisable. Pour Marx, l'abondance absolue de tous les biens est la condition première d'une pleine réalisation de la promesse d'une société communiste: à chacun selon ses besoins. Dès les années 1850, il croit l'abondance à portée de main, pourvu seulement que la révolution éclate. Comme chacun à son époque, il est très impressionné par le progrès technique et le développement du machinisme. Il explique la pénurie des biens, attestée par leur valeur, uniquement par la politique économique de la classe dominante. En effet, le bourgeois se distingue du prolétaire par la possession du capital. Il est le maître de la machine et peut à ce titre s'offrir des jouissances refusées aux autres. Ses dépenses ostentatoires le distinguent du commun et ses revenus témoignent de son appartenance à une classe privilégiée. A supposer que l'abondance absolue devienne réalité, toute valeur disparaîtrait en même temps que toute rareté, car l'insuffisante production des biens et des services est prouvée par le prix à payer pour les obtenir. L'abondance aurait donc pour effet, en comblant gratuitement les besoins de tous, de placer chacun sur un pied d'égalité et donc de supprimer les privilèges de la classe dominante. Conscients de ce danger, les bourgeois s'ingénient, en guise de parade, à organiser artificiellement la pénurie de manière à sauver la valeur (manifestation de rareté) au détriment de la richesse (que maximise l'abondance). Liquider la classe bourgeoise revient à supprimer le frein à la production, à libérer la machine. Une formidable explosion de la production permettra de déboucher sur l'ère de l'abondance absolue.

Depuis que Marx a développé cette thèse, il ne fut plus permis à aucun disciple de mettre en doute la promesse du maître, ni de relever qu'elle ne pouvait avoir la moindre vraisemblance que si nos besoins étaient limités une fois pour toutes, en quantité comme en qualité. Chacun sait pourtant que les besoins naissent sous les pieds des hommes au fur et à mesure que ceux-ci avancent. Tout marxiste avait au contraire le devoir de rappeler la promesse, et non de s'interroger à son sujet. En 1954, le professeur Henri Lefebvre écrivait : «L'ère de l'abondance est déjà techniquement possible au XXe siècle». Lors du XXIe Congrès du P.C.U.S. (27.1-5.2.59), A. Mikoian le rappelle : «Nous préparons la base matérielle et technique du communisme, c'est-à-dire l'abondance de tous les objets nécessaires à l'homme et à la société communiste». N.S. Khrouchtchev ne peut évidemment que le confirmer : «Les idéaux communistes ne pourront être réalisés qu'avec l'abondance des biens matériels et spirituels de la société». Au cours de son discours-fleuve, le Maître du Kremlin croit cependant bon de tempérer l'impatience de tous ceux qui estiment que les

Ecritures tardent beaucoup à se réaliser : «Bien sûr, certains camarades peuvent dire qu'il faut introduire plus vite les principes du communisme. Mais passer prématurément à la répartition selon les besoins, lorsque les conditions économiques requises font encore défaut, que l'abondance des biens matériels n'est pas atteinte et que les hommes ne sont pas prêts à vivre et à travailler de la façon communiste, c'est porter préjudice à l'édification du communisme». Deux ans plus tard, lors de la seconde des mémorables grand-messes consacrées au rappel de l'idéologie, les mêmes choses sont réaffirmées presque dans les mêmes termes. On promet de «transformer la terre en un jardin florissant». Parfois, dans le Programme du Parti adopté lors du XXIIe Congrès (17-31.10.60) par exemple, on passe sans transition du futur au présent : «Les succès de l'édification communiste apportent une abondance de biens». La dernière phrase du Programme prend aujourd'hui une résonance particulière : «Le Parti proclame solennellement : la génération actuelle des Soviétiques vivra sous le communisme».

A cette époque, M. Gorbatchev avait trente ans. Il était donc de cette génération à qui l'avènement du communisme était promis, et il se préparait à une brillante carrière dans l'appareil du Parti et donc de l'Etat. Se doutait-il alors qu'il serait un jour le premier à rompre avec ces cérémonies rituelles partagées entre le grotesque et le tragique ? Pressentait-il qu'un quart de siècle plus tard il hériterait d'un appareil économique délabré qu'il aurait la charge de redresser ? Lui seul le sait. Gérer une pénurie qui ne cesse de s'aggraver au lieu de vivre dans l'abondance n'est pas une sinécure. Convaincre chacun de la nécessité d'abandonner la voie choisie en 1917 et de répudier le faux évangile marxiste est périlleux, et par quoi combler ce vide ? Si, à ce sujet, M. Gorbatchev a une idée précise, il s'est jusqu'ici gardé d'en informer ses compatriotes. Quand cette énigme sera-t-elle levée ?

b) Le caractère transitoire d'un capitalisme condamné

Chez Marx, le capitalisme reflète des rapports sociaux qui appartiennent à une époque historique déterminée. Ce mode de production, historiquement nécessaire et donc inévitable, est transitoire. «Toute la production bourgeoise est une forme historique temporaire de la production» (Engels) dont l'aspect positif est de rendre possible le passage au stade suivant : le communisme. L'histoire de l'humanité n'étant que celle de la lutte des classes, la disparition de celles-ci met un terme au déroulement historique dès l'avènement de la société communiste. L'ancien prolétariat composé désormais d'hommes nouveaux ne sera plus une classe dès l'instant où il aura éliminé son ennemi, la bourgeoisie. L'existence d'une classe suppose en effet son contraire, c'est-à-dire celle d'une autre catégorie sociale. Le communisme marque ainsi la fin d'un long cheminement, l'ère radieuse d'une humanité qui ne sera plus souffrante. En prétendant qu'il n'est pas exclu que d'autres étapes soient ultérieurement franchies, Roger Garaudy et ceux qui le suivent sur cette voie entrent en contradiction directe avec l'un des enseignements parmi les plus fondamentaux de Marx, et sur lequel il n'a jamais varié.

La dialectique appliquée à l'histoire est apparue chez Marx dès 1857. A l'origine, la société, qui n'a toujours compris que deux classes et deux seulement, se divise en guerriers et en esclaves. Les premiers, satisfaits de leur sort, s'opposent à tout changement. Les seconds souffrent de leur état de dépendance et s'engagent dans une lutte en vue de transformer leur

condition. L'opposition se poursuit en s'exacerbant au cours des siècles jusqu'au jour où elle débouche sur une révolution nécessairement violente, car tout accommodement est aussi inconcevable que le mariage de l'eau et du feu. En cherchant à faire l'économie d'une révolution sanglante, le réformisme n'est que trahison. Le choc se produira lorsque seront remplies les conditions objectives et subjectives, garantes du succès. Il faut d'abord que les structures sociales existantes appelées à disparaître soient parvenues à maturité, qu'elles aient épuisé toutes leurs potentialités. En outre, il importe que la classe dominée ait pleinement conscience de la supériorité de sa force et qu'elle soit aussi animée de la volonté irréductible d'anéantir ceux qui l'oppressent. De l'explosion de violence que représente ce choc naissent deux classes nouvelles, sans rapport avec les précédentes. Le statut de chacun est profondément transformé.

Ainsi, aux guerriers et aux esclaves qui peuplent l'Antiquité succèdent dès le Moyen Age le seigneur et le serf. Après quoi et durant des siècles tout est censé se dérouler conformément au schéma décrit par Marx. L'opposition entre ces deux nouvelles classes est grandissante jusqu'au jour où la révolution est fatale (1789). Personnage très différent de l'aristocrate, le bourgeois domine à son tour un prolétaire dont la condition n'est plus celle du serf. La lutte reprend jusqu'à la prochaine explosion (1917) qui permet enfin à l'humanité, après la phase transitoire de la dictature du prolétariat, de parvenir à bon port et de mettre un terme à toute domination au sein des lendemains qui chantent. En avance sur l'Occident qui ne peut que les suivre à bref délai, seuls les Pays de l'Est, sous la conduite de l'U.R.S.S., ont accompli cette étape et s'acheminent à grands pas vers le communisme et l'abondance.

Dans «Le Capital», Marx insiste à plusieurs reprises non seulement sur l'aspect transitoire du capitalisme, mais encore sur le fait qu'à son époque déjà, les conditions objectives pour que la Révolution éclate sont remplies : «La production capitaliste n'est pas un mode de production absolue, mais simplement un mode de production historique, correspondant à une certaine époque restreinte du développement des conditions matérielles de production... Ce mode de production fournit la preuve de sa sénilité et montre qu'il n'est vraiment plus de notre temps» (t.X). «Il est un mode de production historique, nécessaire, mais transitoire». (t.XIII). «Il a un caractère spécifique, historique et passager» (t.XIV). La correspondance de Marx et d'Engels nous apprend la joie sans mélange qu'éprouvaient ces deux grands esprits lors de l'éclatement des crises générales de surproduction qui s'échelonnèrent au long du XIXe siècle. C'est dire que les occasions de se réjouir ne leur ont pas manqué. Lors de la grave dépression de 1857, leurs espoirs semblaient même s'être transformés en certitude. Ils exultent : l'élévation du taux d'escompte, les balances commerciales brusquement déficitaires, la chute brutale des valeurs à la Bourse, l'effondrement des prix, la succession des faillites, l'augmentation du chômage apparaissent à leurs yeux comme les signes les plus sûrs de l'agonie du capitalisme. La Révolution est imminente qui permettra enfin au prolétariat de s'emparer du pouvoir. La foi dans la disparition inéluctable du capitalisme et dans la proximité de cette échéance se prolongea chez les marxistes au moins jusqu'à la crise du pétrole de 1973.

Ce dogme sera solennellement réaffirmé sans aucune réserve lors des Congrès du P.C.U.S. de 1959 et 1961. «Le capitalisme est dépassé par l'Histoire, il s'est épuisé moralement et n'est capable de rien de progressiste». (A. Kiritchenko, 1959). La condition de vie des travailleurs américains est présentée comme misérable : «Leur niveau de vie baisse

constamment, tandis que le fardeau des impôts s'accroît chaque année» (N. Ignatov). «L'idéologie bourgeoise subit une crise incurable reflétant la crise générale du système capitaliste. C'est une idéologie sans avenir, car elle est le propre d'une classe qui quitte la scène de l'Histoire» (M. Souslov, 1961). La première partie du Programme du P.C.U.S., adopté en 1961, a pour titre : «L'inévitabilité historique de la transition du capitalisme au socialisme». La faillite du capitalisme pourrissant et agonisant annonce le passage au type supérieur d'économie sociale, le communisme : «Le système capitaliste mondial est mûr, dans son ensemble, pour la révolution sociale du prolétariat».

Les conditions objectives étaient-elles remplies pour qu'éclate en Occident la Révolution victorieuse, comme les marxistes s'en dirent convaincus durant plus d'un siècle ? Il est un passage des «Principes du communisme» rédigés par Engels en octobre 1847 qui n'a peut-être pas suffisamment retenu l'attention de Lénine et de ses successeurs. Certes, Engels relève à plusieurs reprises la nécessité de la suppression de la propriété privée des moyens de production. Mais, à ses yeux, cette mesure ne se justifie que par la possibilité de l'industrie, dans l'état actuel des techniques (1847!), de produire tous les biens en quantité suffisante pour satisfaire les besoins de chacun, y compris, précise-t-il, les besoins nouveaux qui ne manqueront pas d'être engendrés par l'abondance. On a vu ci-dessus que cette thèse était aussi celle de Marx; cependant Engels insiste plus que lui sur le fait qu'aussitôt libéré de la propriété privée, l'appareil de production se multipliera à l'infini et en un temps très bref. Surtout, il souligne que la seule forme de propriété possible est la propriété privée aussi longtemps que la technique en vigueur ne permet pas de réaliser la «surabondance» des biens. Les Soviétiques auraient pu s'apercevoir dès le début des années 20 — sans attendre 1985 — que cette condition jugée essentielle par Engels n'était pas remplie. En l'estimant satisfaite dès 1847, Engels s'est lourdement trompé. Dans l'optique marxiste, on pourrait donc prétendre que la Révolution de 1917 était prématurée, car les conditions objectives n'étaient pas remplies. Le capitalisme n'avait pas épuisé ses possibilités de développement, à cette époque pas plus d'ailleurs qu'à la nôtre. M. Gorbatchev fut le premier responsable à en tirer les conséquences.

D'autres s'en doutèrent plus tôt, mais ils durent quitter le Parti. En 1961, l'année même où, à la tribune du XXIIe Congrès du P.C.U.S., Maurice Thorez s'émerveillait de la naissance de l'homme nouveau, un marxiste français dissident, Robert Fossaert, publiait un ouvrage sur «L'avenir du capitalisme». Se fondant en partie sur les réalités observables et pas exclusivement sur les dogmes socialistes, il prenait parfois ses distances à l'égard de ceux-ci. Le déclin du capitalisme lui paraissait aussi inéluctable, mais il ne s'attendait pas nécessairement à une grave crise économique, à une guerre ni à la révolution. Selon cet auteur, le Bloc de l'Est atteindra en 1980 une puissance et probablement aussi un niveau de vie moyen supérieurs à ceux de l'Europe occidentale. Le défi lancé par Khrouchtchev lui semble raisonnable. La production industrielle totale de l'U.R.S.S. dépassera celle des Etats-Unis, confirme-t-il, dès 1975, et la production par tête d'habitant surpassera largement celle des Occidentaux en 1980. En France, les touristes soviétiques seront alors aussi nombreux que l'étaient en 1961 les Anglais, les Italiens et les Belges, ce qui permettra aux Français de se familiariser avec des ressortissants de la patrie du communisme. Toutefois, la révolution n'est pas vraiment fatale. Le capitalisme déclinera progressivement et pourrait subir une succession de mutations saccadées plutôt qu'un grand choc dans le style de 1917. Ce que Fossaert a vu et qui a totalement échappé aux marxistes-léninistes demeurés ortho-

doxes, c'est «l'étonnante plasticité du capitalisme». Cette constatation inspire la seconde partie de son ouvrage.

Marx, Engels et aucun de leurs grands disciples n'ont pu imaginer que le capitalisme allait se transformer jour après jour, s'adapter avec une facilité surprenante aux changements imposés par les guerres, la décolonisation ou l'accélération du progrès technique. Il parvient à survivre lors de chaque crise et en sort renforcé, se renouvelant continuellement sans pourtant cesser d'être lui-même, ni de demeurer fidèle à sa philosophie. La rigidité des dogmes a provoqué l'effondrement dans le Bloc de l'Est. L'adaptabilité aux changements et même aux bouleversements explique le succès du régime de l'Ouest. L'engouement pour l'écologie transformera à son tour l'aspect que présentait hier l'économie de marché : il est presque certain que dans son essence le système ne sera pas menacé. Il n'est nullement agonisant.

c) La baisse tendancielle du taux de profit

Dans son cours sur «Les grandes doctrines de sociologie historique» professé à la Sorbonne, Raymond Aron observe que l'une des grandes ambitions de Marx fut à n'en pas douter de démontrer que l'autodestruction du capitalisme est inéluctable. Il ajoute que si le sort réservé à la classe laborieuse ne suscite pas chez celle-ci une exaspération qui la pousse à la révolte, on ne découvre pas, à la lecture du «Capital», de raisons de croire que la destruction du régime soit économiquement ou théoriquement inexorable. Cette remarque peut surprendre. Il semble que la loi tendancielle du taux de profit — que Marx était très fier d'avoir découverte — ainsi que l'inévitable phénomène de concentration, permettent d'expliquer bel et bien, d'un point de vue marxiste, la fatale et rapide disparition du capitalisme.

Le principe fondamental de l'économie marxiste veut que toute valeur puise sa source exclusivement dans le travail vivant de l'homme. Le capital, qui n'est autre que du travail mort incorporé dans les équipements, multiplie évidemment les quantités produites et par là les richesses à disposition. Aucune valeur supplémentaire n'est cependant créée de ce fait. Il existe une grande différence, voire une opposition, entre un accroissement de richesse et une augmentation de valeur (Loi de King). Si, en une heure de travail, un ouvrier fabrique un objet, celui-ci aura, par exemple, une valeur de deux unités. Au moment où cet ouvrier, prenant appui sur un progrès technique, parvient à produire deux objets dans le même temps, chacun ne vaut plus que la moitié, soit également deux unités au total, abstraction faite de l'amortissement de la machine nouvelle. Cette dernière transmet en effet sa propre valeur aux produits qu'elle contribue à créer, en proportion de son usure. Une machine, produit du travail vivant de l'homme qui l'a construite, a donc une valeur. Elle la transmet aux produits, mais est incapable de donner naissance à une valeur nouvelle. Un transfert ne doit pas être confondu avec une création.

Le développement rapide des techniques se traduit dans la production moderne par une modification quasi permanente de la composition organique du capital. Il faut entendre par là que l'importance du capital constant (l'investissement) par rapport au capital variable (réservé à la rémunération du travail) est en perpétuelle élévation. En d'autres termes, la

machine, qui ne produit aucune valeur et seulement des quantités, se substitue progressivement au travail qui seul crée la valeur. Mais, quelle que soit l'orientation que prendra le capital emprunté, constant ou variable, son coût sur le marché financier est identique. Le taux de profit est donc calculé sur la base de l'ensemble du capital engagé, et non sur le seul capital variable qui n'est pas moins l'unique source de valeur grâce à la plus-value à laquelle il donne naissance. Ainsi, le progrès technique peut bien à court terme enrichir celui qui l'adopte. Il contribue cependant à la ruine du bourgeois aussitôt que, par l'effet de la concurrence, la nouvelle technique se généralise, le prix de vente se rapprochant alors du prix de revient. De cette manière s'opère l'autodestruction du système selon un mécanisme inexorable passant à la fois par l'action des hommes et par-dessus leur tête. Le profit est aux yeux de Marx le moteur de l'économie capitaliste, proposition qu'il serait difficile de contester. Lorsqu'il sera proche de la disparition par l'effet d'une mécanisation de la production toujours plus poussée, le système s'écroulera, l'un des acteurs, le bourgeois, se retirant du jeu après avoir creusé sa propre tombe.

En réalité, le taux de profit s'élève ou diminue au gré de la conjoncture économique générale. Il ne marque aucune tendance nette à se réduire depuis deux siècles. Certains auteurs marxistes en ont éprouvé quelque gêne, mais n'ont pas songé à abandonner le dogme. Henri Bartoli nous dit que l'augmentation du nombre des salariés et celle de la masse des produits vendus ont compensé la baisse du taux de profit, comme si un rapport liait les variations proportionnelles de ces deux quantités à un tel taux. Son argument ne parle qu'en faveur du dynamisme remarquable d'un capitalisme pourtant jugé agonisant par les marxistes. Quant à Henri Lefebvre, il considère que la tendance à la baisse du taux de profit est l'une des contradictions parmi les plus profondes du capitalisme. Elle condamne celui-ci «non à un écroulement automatique, mais à une aggravation de ses contradictions internes, à une crise générale inévitable». Il omet toutefois de nous dire comment un système ne risque pas l'écroulement automatique lorsqu'il est condamné à une crise générale inévitable.

d) La loi de la concentration

En vérité, cette loi célèbre n'est pas de Marx et moins encore de Lénine. Pour l'essentiel, elle fut formulée très tôt et notamment en France par un économiste trop peu connu, Duchâtel, Comte Tanneguy, qui publia en 1829 un ouvrage intitulé : «De la charité». Le recours aux techniques nouvelles exige des capitaux de plus en plus importants, constate cet auteur. Rentabiliser et amortir ceux-ci oblige le capitaliste à produire des quantités toujours plus grandes. Il y parvient aisément, car les machines réduisent le prix de revient, et l'abaissement du prix de vente qui en résulte stimule la demande. Les petits fabricants sont donc éliminés par la concurrence que leur livrent les grands producteurs. «L'industrie présente un spectacle nouveau : d'un côté moins de fabricants indépendants, de l'autre plus de grandes manufactures et une population d'ouvriers plus nombreuse; en un mot, le travail se sépare du capital». Marx ni Lénine n'avaient plus grand-chose à ajouter à cette réflexion de Duchâtel en 1829. Pour Lénine «la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, tout droit au monopole». C'est la thèse qu'il développe dans son ouvrage classique : «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme». Il situe au début du XXe siècle le moment où cette nouvelle forme de capitalisme s'est imposée. La concurrence, selon lui, a déjà cédé la place au monopole. Le

capitalisme s'est mué en impérialisme. Bien sûr, Lénine ne peut pas manquer de relever à cette occasion que le système est agonisant. Nous sommes en 1916.

Le phénomène de concentration, qui n'a cessé de se poursuivre jusqu'à nos jours, ne pouvait qu'enchanter les marxistes. En effet, s'il est pratiquement très difficile pour l'Etat révolutionnaire de s'emparer d'une foule de petites et moyennes entreprises afin d'en assurer lui-même le fonctionnement et l'harmonieux développement, il apparaît au contraire facile de nationaliser sans autre forme de procès une ou deux grandes sociétés survivant seules en chaque secteur de production. La concentration, et le monopole qui en résulte, ouvrent donc la voie à la mainmise de l'Etat sur un appareil de production déjà regroupé; sa tâche en est largement simplifiée. Il n'empêche qu'ensuite les principaux problèmes de gestion subsistent, comme on l'a vu en U.R.S.S. ou même en France et en Italie.

Il est exact que le mouvement de concentration n'a cessé de se poursuivre depuis plus d'un siècle et demi. Les raisons en sont celles que relevait déjà Duchâtel, à savoir la part grandissante des coûts fixes dans l'exploitation. Il s'y ajoute à présent la nécessité de rassembler des sommes toujours plus considérables en vue de la recherche et du développement. La configuration des nouvelles structures n'est cependant pas celle que Marx et Lénine prévoyaient. D'abord, au sein d'une économie de plus en plus transnationale et ouverte, la production est le fait d'oligopoles plus que de monopoles; ces derniers ne subsistent guère que dans le secteur public. Du coup, la concurrence est en général plus vive et plus effective qu'elle ne le fut jamais, ce qui ne confirme guère la thèse d'un capitalisme moribond. Ensuite, ces oligopoles n'ont de raisons d'être que dans la production de biens de grande consommation. Enfin, le nombre de salariés engagés dans ces entreprises-mammouths, loin d'augmenter indéfiniment et de constituer bientôt l'ensemble des forces productives d'un pays, marque depuis de nombreuses années une tendance à la stagnation ou même à une régression. Ce qu'on nomme la grande entreprise produit toujours davantage, élargit toujours ses marchés et compte plutôt moins de collaborateurs. Beaucoup d'économistes prédisent un bel avenir à de petites et moyennes entreprises d'un type nouveau, très mobiles et dont la durée de vie moyenne sera sensiblement plus courte que jadis. C'est déjà le cas du Japon où 70% des emplois sont répartis entre des sociétés comptant moins de cent employés. Partout, le développement des activités de services favorise la création d'entreprises de taille relativement modeste. Les prévisions de Marx, de Lénine et de leurs disciples n'ont donc trouvé aucune confirmation dans l'économie moderne. En s'emparant des grandes entreprises, le pouvoir révolutionnaire serait fort éloigné de contrôler l'ensemble des activités d'un pays. Une fois de plus l'évolution économique semble s'être acharnée à démentir ceux qui prétendaient connaître son cours au nom d'un implacable déterminisme. Le refus de prendre les réalités en compte fut la grande erreur du socialisme.

Ce qui surprendra le plus les générations à venir ne sera probablement pas qu'au sein de ce qui était alors l'Empire des Soviets il se soit enfin trouvé un chef pour considérer les faits les plus aveuglants. On s'étonnera davantage que tant d'individus aient pu se rallier aux dogmes de l'idéologie collectiviste durant près de trois quarts de siècle. Encore le phénomène ne s'est-il pas limité strictement aux Etats collectivistes qui disposaient de la force pour tenter de façonner les esprits à leur guise. Né en Occident, le marxisme y compta toujours bon nombre d'adeptes dont l'influence ne fut pas négligeable. Tels furent les effets, au total dévastateurs, de la pire des drogues, celle que Raymond Aron appela l'opium des intellectuels.

OUVRAGES ET ETUDES CONSULTES

- Aron, Raymond : «L'opium des intellectuels»; Calmann-Lévy, Paris 1955.
- Aron, Raymond : «Les grandes doctrines de sociologie historique»; Centre de Documentation universitaire, Paris 1960.
- Bartoli, Henri : «La doctrine économique et sociale de Karl Marx»; Edit. du Seuil, Paris 1950.
- Calvez, Jean-Yves : «La pensée de Karl Marx»; Edit. du Seuil, Paris 1956.
- XXIe Congrès du P.C.U.S.; Les Cahiers du Communisme, Paris 1959.
- XXIIe Congrès du P.C.U.S.; Les Cahiers du Communisme, Paris 1961.
- Duboin, Jacques : «En route vers l'Abondance»; Edit. Fustier, 1935.
- Duchâtel, N.T. Comte Tanneguy : «De la charité»; Libr. Alexandre Mesnier, Paris 1829.
- Engels, Friedrich : «La situation de la classe laborieuse en Angleterre»; Edit. Sociales, Paris 1960.
- Engels, Friedrich : «Principes du communisme»; in «Le Manifeste communiste»; trad. J. Molitor; Edit. Alfred Costes, Paris 1953.
- Engels, Friedrich : «Anti-Dühring»; Edit. Sociales, Paris 1950.
- Fossaert, Robert : «L'avenir du capitalisme»; Edit. du Seuil, Paris 1961.
- Garaudy, Roger : «Humanisme marxiste»; Edit. Sociales, Paris 1957.
- Lefebvre, Henri : «Le Marxisme»; Presses Universitaires de France, Paris 1954.
- Lénine : «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme»; Edit. Sociales, Paris 1945.
- Marx, Karl : «Contribution à la critique de l'économie politique»; trad. J. Molitor; Edit. Alfred Costes, Paris 1954.
- Marx, Karl : «Le Capital»; trad. J. Roy et J. Molitor; t. I à XIV; Edit. Alfred Costes, Paris 1946-1949.
- Marx, Karl : «Oeuvres philosophiques»; trad. J. Molitor; t. I à IX; Edit. Alfred Costes, Paris 1946.